

Monsieur Dominique SCHMITT
Préfet de la Gironde
Préfecture de la Gironde
Esplanade Charles de Gaulle
33000 Bordeaux

Bordeaux le 05 janvier 2010

Monsieur le Préfet,

Le 18 janvier prochain vous organisez une réunion rassemblant les « forces vives » de la nation autour d'un débat sur l'identité nationale.

Serait-ce donc le sujet le plus grave, la préoccupation la plus prégnante des Français ? Le chômage qui n'en finit pas d'étendre ses ravages, la protection sociale plombée par les hausses du forfait hospitalier, les médicaments dé remboursés, l'école mise à mal par les 16 000 suppressions d'enseignants, broutille !

L'insolente richesse des tenants du bouclier fiscal voisinant avec la pauvreté de salariés déclassés et précarisés, le mal de vivre qui conduit au suicide chez France Télécom ou chez PSA, foutaises... le bon peuple français n'aurait qu'un sujet en tête « l'identité ».

En agitant le spectre d'une « identité nationale menacée », le gouvernement espère détourner l'attention des résultats de sa politique, qu'une majorité juge négatifs

Le président Sarkozy reprend l'offensive sur le thème bien connu des immigrés qui poseraient problème à l'identité de la France. Car comment interpréter autrement le choix de grouper dans le même ministère l'immigration et « l'identité nationale » ? Cette notion « d'identité nationale » va à l'encontre de la nation forgée par la Révolution française. À cette vision ouverte et progressiste, « l'identité nationale » de Nicolas Sarkozy oppose une conception étroite et conservatrice, inégalitaire, selon laquelle l'étranger, le jeune, l'ouvrier constituent potentiellement une classe dangereuse.

Être français c'est lutter contre les injustices sociales, appliquer le droit au travail pour tous, réduire les écarts de revenus scandaleux, partager équitablement les revenus du travail, renforcer la solidarité de la protection sociale, donner les moyens de vivre dignement aux plus démunis et aux accidentés de la vie, assurer à tous l'égalité d'accès aux services publics.

.../...

Les initiateurs gouvernementaux du débat sont disqualifiés tant les arrière pensées sont évidentes et les pratiques en matière de traitement des demandes d'asile, de l'immigration, de manquement aux textes internationaux signés par la France sont indignes.

Qu'il s'agisse de l'enfermement d'enfants dans des centres de rétention avant expulsion de tout ou partie de familles, emprisonnement interdit par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant! Qu'il s'agisse du renvoi de 3 afghans dans un pays en guerre ! Qu'il s'agisse des contrôles policiers au faciès, un noir est contrôlé 6 fois plus qu'un blanc, un « arabe » 8 fois plus ! Qu'il s'agisse des discriminations à l'embauche, de l'exploitation de la main d'œuvre immigrée avec ou sans papiers qui lutte actuellement pour sa régularisation et l'égalité des droits. L'État foule aux pieds les valeurs dites républicaines.

Ce n'est pas à l'État de définir notre identité. Nos cultures, nos expériences sociales, nos itinéraires de vie divers et variés, nos métissages ont forgé des identités multiples.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Préfet, nous ne participerons pas à cette réunion, nous soutenons au contraire toutes les initiatives qui dénonceront cette propagande gouvernementale.

Nous rejoignons tous ceux, historiens et autres qui ont réclamé la suppression du ministère de l'Identité nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Pour l'UD CGT 33
Jean Bernard SIPIÉ
Secrétaire Général